

Macquart

31 Mars 1792

LETTRES.
SUR LA LÉGISLATION
DANS
SES RAPPORTS AVEC L'INDUSTRIE
ET LA PROPRIÉTÉ.



IMPRIMERIE DE GUIRAUDET,
RUE SAINT-HONORÉ, N° 315.

AUX
INDUSTRIELS.

LETTRES
SUR
LA LÉGISLATION
DANS SES RAPPORTS AVEC
L'INDUSTRIE ET LA PROPRIÉTÉ,
DANS LESQUELLES ON FAIT CONNAÎTRE
LES CAUSES DE LA CRISE ACTUELLE
ET LES MOYENS DE LA FAIRE CESSER.
PAR A. DECOURDEMANCHE, AVOCAT.

Égale protection à l'industrie et à la propriété.

(EXTRAIT DU GLOBE.)

—
Première Partie.
—

PARIS,
AU BUREAU DU GLOBE,
RUE MONSIGNY, N° 6.

—
1831.

TABLE

DES MATIÈRES.

	Page
<u>I^{re} Lettre. — DE LA NÉCESSITÉ DE PRÉCISER LES GRIEFS ET LES VŒUX DU PAYS ,</u> <u>1^{re} partie.</u>	1
Critique des lois qui régissent les rapports des commer- çants et des non-commerçants, des travailleurs et des capitalistes ,	2
<u>II^e — PARTIALITÉ DES LOIS FISCALES ENVERS L'INDUSTRIE ,</u>	6
<u>III^e — LA CONSTITUTION ACTUELLE DU POUVOIR LÉGISLATIF EST UN OBSTACLE AUX AMÉLIORATIONS QUI DOIVENT ÊTRE FAITES DANS L'INTÉRÊT DE L'INDUSTRIE ,</u>	13
<u>IV^e — INDICATION DES RÉFORMES QUI DOIVENT ÊTRE INTRO- DUITES DANS NOTRE LÉGISLATION ,</u>	20
De la création de nouvelles banques ,	21
<u>V^e — DE LA SIMPLIFICATION DES FORMES JUDICIAIRES ,</u>	27
<u>VI^e — EXÉCUTION DES TITRES AUTHENTIQUES, — CONTRAIN- TE PAR CORPS, — FAILLITES ,</u>	39
<u>VII^e Lettre. — ABOLITION DE TOUS LES PRIVILÈGES ÉTABLIS AU PROFIT DE DIVERS CRÉANCIERS SUR LES MEUBLES DU DÉ- BITEUR ,</u> <u>2^e partie ,</u>	3
Du privilège du propriétaire ,	11
Du privilège de divers marchands pour fournitures de subsistances ,	14
Du privilège des gens de service ,	16.
Des frais de dernière maladie ,	16.

	Page
Des contributions et des frais funéraires ,	13
RÉSUMÉ ,	16.
VIII ^e — DE LA MOBILISATION DES PROPRIÉTÉS FONCIÈRES ,	17
Critique du contrat de gage ,	
Moyens de mobiliser le sol ,	25
IX ^e —	
Justification des moyens proposés dans la précédente lettre pour mobiliser le sol ,	27
Avantages de la mobilisation du sol ,	31
Réponse aux objections qui peuvent être faites contre la mobilisation du sol ,	34
CONCLUSION ,	36
X ^e — INFLUENCE DE LA MOBILISATION DU SOL ET DE LA CRÉA- TION DE BANQUES LIBRES SUR LA DESTINÉE SOCIALE ,	36
Avantages de cet état de choses ,	42
Réponse à quelques objections qui pourront être faites contre cet état de choses ,	45
XI ^e — DE QUELQUES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES QUI POUR- RAIENT ÊTRE ADOPTÉES IMMÉDIATEMENT POUR PROVOQUER LA MOBILISATION PROGRESSIVE DU SOL ,	49
XII ^e — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LES FINANCES ,	60
Critique des impôts indirects ,	63
Critique des impôts directs ,	66
XIII ^e — DU SYSTÈME D'IMPOT A SUBSTITUER A CELUI QUI EST MAINTENANT EN VIGUEUR ,	69
Moyens de déterminer le revenu de chaque contri- buable ,	73
Du revenu des propriétaires et capitalistes qui n'exer- cent aucune industrie ,	16.
XIV ^e —	
Moyens de déterminer le revenu des citoyens qui exer- cent une industrie ou remplissent des fonctions pu- bliques ,	16.
Résumé des propositions contenues dans la présente let- tre et dans la précédente ,	83

	Page
Avantages du système que nous proposons ,	87
Réponse aux objections qui pourroient être faites contre ce système ,	88
XV ^e —	
Dispositions qui pourraient être adoptées de suite pour préparer l'adoption du système d'impôt progressif proposé dans les précédentes lettres ,	97
Nécessité de s'occuper des questions d'intérêts réels ,	102
XVI ^e —	
Établissement d'un impôt progressif sur les successions et sur les donations entre vifs, pouvant produire plus de 100 millions ,	105
Abolition du droit de succéder en ligne collatérale au-delà du 6 ^e degré ,	110
Indication de l'emploi qui pourrait être fait des capitaux qui seront le produit des deux mesures financières ci-dessus indiquées , — Création d'une banque nationale ,	111

LETTRES
SUR
LA LÉGISLATION
DANS
SES RAPPORTS AVEC L'INDUSTRIE
ET LA PROPRIÉTÉ.

PREMIÈRE LETTRE *.

DE LA NÉCESSITÉ DE PRÉCISER LES GRIEFS ET LES VŒUX
DU PAYS.

Depuis les glorieuses journées de juillet, on parle beaucoup des conséquences de notre révolution, et peu d'écrivains font connaître quelles doivent être ces conséquences.

Cependant il importe de les préciser, pour que, les griefs et les vœux du pays étant connus, le gouvernement sache enfin ce que l'on attend de lui.

Nous croyons devoir publier quelques réflexions sur cette importante matière.

* Extrait du *Globe* du 22 novembre 1830.

Si l'on observe attentivement l'ensemble de notre législation, on se convaincra facilement qu'elle a été faite dans le seul intérêt de la propriété contre l'industrie ;

Que tout notre système financier est une spoliation continuelle de l'industrie au profit d'un petit nombre de privilégiés ;

Et que les lois constitutives du pouvoir législatif sont combinées de manière à ce que l'industrie n'obtienne que le plus tard possible une protection égale à celle qui est accordée à la propriété.

CRITIQUE DES LOIS QUI RÉGISSENT LES RAPPORTS DES COMMERÇANTS ET DES NON COMMERÇANTS, DES TRAVAILLEURS ET DES CAPITALISTES.

La France est divisée en deux *castes* bien distinctes : les commerçants et les non commerçants, qui sont régis par des lois et par des tribunaux différents.

Si un citoyen non commerçant a une action à exercer contre un industriel, il obtient une justice prompte et économique ;

Au contraire, si c'est un industriel qui a une demande à former contre un non commerçant, il ne se fait rendre justice qu'après avoir subi les lenteurs des tribunaux civils, et fait des avances souvent supérieures à la somme qui lui est due.

Le non commerçant obtient l'exécution provisoire de son titre ; l'industriel n'a pas l'exécution provisoire.

L'industriel est toujours *condamné par corps*, et la *contrainte par corps* n'a pas lieu de droit contre l'homme du droit civil.

L'action de ce dernier contre l'industriel dure de cinq à trente ans ; et l'action de l'industriel contre le non commerçant est éteinte par des prescriptions de deux ans, de six mois, et souvent d'un temps plus court encore.

Les chefs-d'œuvre de l'industrie sont, en quelques jours, mis aux enchères sur la place publique et livrés au seul prix de leur matière première.

Au contraire le sol, qui est entre les mains du propriétaire non commerçant, ne peut lui être arraché qu'après une longue involution de procédures qu'une chicane habile peut même rendre interminables.

Si l'industriel tombe en faillite, il est tenu de rendre compte des capitaux qui lui ont été confiés, sinon il est condamné à des peines sévères comme banqueroutier simple ou frauduleux.

Et dans le cas de déconfiture d'un non commerçant, lors même qu'il serait démontré jusqu'à l'évidence et qu'il avouerait qu'il a dissimulé son actif sous des noms supposés, aucune peine ne peut lui être infligée.

Lorsqu'un industriel vient à faillir, et qu'il s'agit de distribuer le prix des objets qui garnissaient les lieux qu'il occupait, le propriétaire a le droit de se faire payer intégralement, dans sa seule qualité de propriétaire; et les industriels qui ont fourni les marchandises qui se trouvent dans les lieux doivent s'estimer heureux de se partager au marc le franc ce qui leur reste après ce prélèvement (1).

Nous attribuons en partie l'énorme accroissement des loyers à l'existence du privilège créé en faveur des propriétaires sur les objets qui garnissent les lieux loués.

Les industriels sans moralité, qui s'inquiètent fort peu du sort réservé à leurs créanciers, en cas de faillite, et qui n'ont pour but que d'exister pendant quelque temps aux dépens d'autrui, acceptent des lieux n'importe à quel prix; tandis que ceux qui auraient le désir de faire honneur à leurs engagements sont obligés de renoncer à former des établissements. Et, dans cette concurrence, l'homme immoral a l'avantage sur l'honnête commerçant. Le propriétaire voit tourner à son profit les spoliations consommées par son locataire; n'ayant d'autre soin à prendre pour s'assurer de cet injuste bénéfice que de faire vérifier si les lieux sont garnis d'objets suffisants, quelles que soient les circonstances par suite desquelles ils y ont été introduits.

Les citoyens peuvent aussi être divisés en travailleurs et capitalistes. Cette division offre, d'une part, des hommes qui, ne possédant rien, ne vivent que du fruit de leur travail; et d'autre part des hommes qui, possédant des fonds de terre ou des capitaux mobiliers, spé-

(1) Quelquefois c'est un commerçant qui use du privilège accordé aux propriétaires; mais dans ce cas ce n'est pas comme commerçant qu'il agit, c'est comme homme du droit civil, jouissant des privilèges du droit civil.

culent avec ces valeurs sur le travail des autres et vivent du produit de cette spéculation.

Celui qui possède des capitaux peut ouvrir sa croisière contre les travailleurs sans courir presque aucune chance de perte.

En effet, lorsqu'un travailleur se met en rapport avec un capitaliste pour réaliser quelque spéculation, le capitaliste ne prend souvent sa capacité et sa moralité en aucune considération; et ne livre ses fonds qu'autant qu'on lui remet un gage matériel.

Il y a même des capitalistes qui vont plus loin encore, et qui, prévoyant le cas de faillite, se font en outre souscrire des titres pour plusieurs fois la somme remise, de manière à ce qu'en cas de faillite leur dividende approche le plus possible du paiement intégral de leur créance.

Il en est d'autres qui, en traitant avec des travailleurs, stipulent les garanties les plus étendues; et, outre l'intérêt de leurs fonds, prélèvent une commission sur les matières premières qu'ils se chargent d'acheter, et une commission sur les matières fabriquées, qu'ils se réservent le droit de vendre.

De telle sorte que, si l'entreprise réussit, tous les bénéfices sont pour le capitaliste, et celui qui les a produits a à peine de quoi suffire à son existence matérielle.

Si l'entreprise n'obtient pas de succès, les efforts et le temps du travailleur sont perdus. Le capitaliste retire ses capitaux intacts, et le travailleur demeure chargé des dettes de l'entreprise. C'est sur lui d'ailleurs que retombe la responsabilité tout entière du non-succès, quoique souvent la faute en soit uniquement à la cupidité du commanditaire.

Les établissements de banque ont été créés pour améliorer la position des travailleurs dans leurs rapports avec les capitalistes, et pour soustraire les premiers aux exactions usuraires des derniers. Mais ces établissements ne remplissent ce but que d'une manière très imparfaite. Le plus important de tous, la banque de France, semble agir bien souvent en contradiction avec son mandat; ses réglemens mesquins n'ouvrent qu'à un petit nombre de privilégiés les sources du crédit dont elle a le monopole.

Le travailleur qui a besoin de capitaux ne les obtient, quelles que

soient sa capacité et sa moralité, qu'en subissant la loi de deux capitalistes, intermédiaires nécessaires entre lui et la banque.

C'est l'histoire de l'avare qui dit n'avoir pas l'argent qu'on lui demande, et qui indique à l'emprunteur une personne qui en connaît une autre qui fera le prêt.

En vertu de son monopole, la banque attire à elle et à ses élus la majeure partie des profits de l'industrie, sous le nom d'escompte ou de commission.

Les différentes transactions qui ont lieu entre les capitalistes et les travailleurs sont donc tout en faveur des uns contre les autres.

Dans notre prochaine lettre nous établirons que, lorsque les travailleurs, malgré les dures conditions qui leur ont été imposées, sont parvenus à réaliser quelques bénéfices, le fisc a imaginé des combinaisons qui les en dépouillent tôt ou tard pour les répartir ensuite dans la classe privilégiée des propriétaires et des capitalistes.

DEUXIEME LETTRE *.

PARTIALITÉ DES LOIS FISCALES ENVERS L'INDUSTRIE.

Nous croyons avoir établi dans notre dernière lettre que, dans les transactions qui ont lieu entre les commerçants et les non commerçants, entre les travailleurs et les capitalistes, la loi donne aux derniers tous les moyens de s'assurer les chances de bénéfices, en laissant aux premiers presque toutes les chances de pertes.

Nous nous proposons de démontrer dans cette lettre que lorsque l'industrie a triomphé des conditions léonines qui lui ont été imposées, le fisc étend toujours ses mille bras pour reprendre le petit nombre de capitaux qui ont été conquis par le travail sur la famille des privilégiés.

Si un industriel éprouve quelque retard à remplir ses engagements, le fisc lui vend bien cher les délais qu'il lui accorde.

Quel que soit le montant de la somme due, les frais sont toujours les mêmes : de telle sorte que, plus l'actif de l'industriel est mince, plus tôt il est dévoré par le fisc et par les agents qui le secondent dans cette active spoliation.

A celui qui ne peut pas payer 200 francs, par exemple, l'exécution des formes judiciaires procure un délai de deux mois environ ; mais, à l'expiration de ce terme, il paie 200 fr. et jusqu'à 600 fr. de frais au-delà du capital, selon le bon plaisir du créancier. Ces frais énormes se renouvellent pour chaque engagement que des circonstances imprévues ont forcé le débiteur de laisser en souffrance.

* Extrait du *Globe* du 29 novembre 1850.

Au lieu de ne faire qu'une poursuite commune pour arriver à la vente des meubles du débiteur ou à son incarcération, chaque créancier peut faire les mêmes frais pour arriver à ce but; et cette multiplication de frais n'a ordinairement lieu que contre l'honnête commerçant qui, mû par un sentiment d'honneur, ne se décide qu'à la dernière extrémité à se constituer en état de faillite.

Lorsque la faillite est déclarée, les mêmes frais ayant encore lieu quel que soit l'actif du failli, plus cet actif est modique, plus vite il est confisqué au profit du fisc et de ses agents, dont l'intervention ne se manifeste qu'au préjudice des créanciers et pour les dépouiller des derniers débris du naufrage de leur débiteur.

Voici un fait, qu'on semble ignorer en général, et qui est cependant bien digne de fixer l'attention des publicistes : au sein de la France, les enfants du pauvre n'héritent pas du chétif patrimoine que leur père a amassé par son seul travail; et l'on sait que le travailleur qui ne possède pas de capitaux ne peut réaliser que de faibles bénéfices.

En effet il y a des lois en France qui confisquent la succession du pauvre pour la répartir entre les privilégiés appelés au partage du budget :

Les mêmes frais doivent être faits pour la liquidation d'une mince succession et pour celle d'un riche héritage.

Lorsqu'une petite succession s'ouvre, il se présente une foule d'individus qui disent avoir reçu de la loi le mandat d'en conserver l'actif aux créanciers, aux mineurs, aux femmes et aux absents qui y ont des droits.

Mais leur intervention n'est qu'un prétexte pour s'introduire dans le domicile mortuaire : lorsqu'ils y sont, ils font vendre tout ce qui s'y trouve et s'en partagent le prix entre eux dans les différentes qualités sous lesquelles ils se sont présentés; et ceux dans l'intérêt desquels ils disent avoir agi sont même quelquefois obligés de leur payer, de leurs deniers, des salaires, des droits ou des impôts dont ils n'ont pu se remplir sur l'actif de la succession qu'ils ont trouvée *insuffisante*.

Tandis que l'on consomme ces odieuses iniquités, on proclame dans les lois, à la face des nations, que *les Français contribuent in-*

distinctement, dans la proportion de leur fortune, aux charges de l'état.

A Constantinople quelquefois le grand-seigneur s'empare arbitrairement d'une succession considérable; en France on trouve toujours le moyen d'absorber légalement l'actif de toutes les petites successions des travailleurs; comme s'il entraînait dans le système politique de nos lois de faire en sorte qu'il n'y ait que les grandes fortunes qui puissent s'accroître, et que le pécule de l'industriel lui soit tôt ou tard enlevé.

La même partialité se rencontre dans une foule d'autres lois fiscales.

Les petits industriels paient presque autant pour exercer leur industrie que les grands capitalistes qui les exploitent.

Ainsi un petit banquier, qui traite directement avec les producteurs, et qui court seul toutes les chances de leur insolvabilité, paie à peu près la même patente qu'un grand banquier qui fait mouvoir ses capitaux d'un bout à l'autre de l'Europe.

Leurs taxes ne diffèrent qu'en raison de l'importance des lieux que chacun d'eux occupe, et non en raison de l'étendue de leurs relations respectives.

Outre l'impôt mobilier, les industriels paient une patente proportionnée à l'importance de leur loyer; et les vastes appartements des riches propriétaires ne sont la base d'aucun impôt correspondant à celui de la patente.

Si, parmi les industriels, quelques uns ne paient pas de patente, ce sont particulièrement ceux qui coopèrent aux spoliations du fisc, et ceux-là jouissent d'une espèce d'inviolabilité non imposable.

Le vin de Surenne paie aussi cher que celui des meilleurs crus de Bordeaux.

On impose les fiacres et les cabriolets numérotés qui sont destinés à rapprocher les distances qui séparent les travailleurs, et l'on ne fait peser aucun droit sur les brillants équipages qui font voler nos riches de plaisirs en plaisirs.

Les diligences sont imposées, et les chaises de poste ne le sont pas.

Il n'est pas jusqu'aux poids et mesures qui servent de contrôle aux transactions de l'industrie, que l'on ne trouve le moyen d'imposer; tandis que l'on est encore à trouver comment on pourrait at-

teindre les objets de luxe, tels que les chevaux, les chiens de chasse, les équipages et les domestiques.

Au moins si, après avoir frappé l'industrie de tant de coups, on la laissait librement opérer ses transactions l mais non, pour l'imposer on n'attend pas seulement qu'elle ait réalisé des bénéfices.

Lorsque l'on fait un acte où il est question de capitaux quelconques, le fisc, sous le nom d'enregistrement, fait payer le droit de parler de ces *capitaux dans cet acte*, sans s'inquiéter dans quel but il en est question, si celui qui contracte emprunte à gros intérêts, ou vend à perte pour parer à quelque désastre.

Le fisc s'interpose en aveugle dans toutes les transactions, quel qu'en soit le but, au mépris de la constitution qui lui dit de n'imposer les citoyens que dans la proportion de leur fortune.

Les actions des grandes entreprises financières sont également considérées comme matière non imposable.

Par suite de ces principes tirés de la raison d'état, les privilégiés qui possèdent 2 ou 300,000 fr. de rente en inscriptions, actions, traitements ou pensions, paient moins de contributions qu'un simple boutiquier.

Chaque année les représentants des capitalistes et des grands propriétaires se font rendre compte du *produit des impôts* qui pèsent sur les travailleurs. Le ministre des finances qui se trouve alors aux affaires serait tenu pour moins habile que son prédécesseur s'il ne prouvait par des chiffres authentiques que ces *impôts* ont été plus *productifs* sous son administration que sous la précédente; et tous jugent des progrès et de la prospérité de l'industrie par les *impôts* qu'elle leur *a produits*; à peu près comme les propriétaires qui jugent de la prospérité de leurs fermiers par les revenus qu'ils en reçoivent.

Ainsi, dans le dernier compte financier qui a précédé la crise que subit maintenant le commerce, on a proclamé du haut de la tribune nationale que l'industrie était arrivée en France au plus haut point de prospérité qu'elle eût jamais atteint; et maintenant il est démontré que, simple locataire de capitaux, elle ne vivait que sur un crédit qui a disparu le jour où la crainte des conséquences de la révolution de juillet a fait rentrer ces capitaux dans les mains de ceux à qui ils appartenaient.

En jugeant ainsi de la prospérité du commerce par les impôts qu'il produit, les représentants des propriétaires fonciers ont été conduits à faire ce raisonnement très simple :

« Puisque les impôts prélevés sur l'industrie tendent à combler le milliard sans lequel nous ne pouvons administrer la France, on peut sans inconvénient diminuer la contribution foncière à mesure que les impôts de l'industrie nous rapporteront davantage » ; et, de fait, appliquant ce principe, ils ont opéré des dégrèvements successifs sur l'impôt foncier.

Cet impôt, qui était de 240 millions en 1791, a été réduit à 154 millions, quoique depuis cette époque les propriétés soient presque doublées de valeur.

A des périodes plus ou moins éloignées le gouvernement exposait aux représentants de la propriété foncière que quelques départements du Midi étaient plus imposés que les autres, et l'on dégrevait les départements du Midi, pour rétablir l'égalité proportionnelle.

Plus tard le gouvernement exposait qu'il y avait des départements du Nord qui étaient trop imposés proportionnellement aux départements du Midi, et l'on dégrevait les départements du Nord, et ainsi de suite.

Pour peu que l'on continue à rétablir l'égalité de répartition par ce procédé, on pourra arriver à la suppression presque totale de la contribution foncière aux dépens de l'industrie.

Maintenant la propriété foncière y compris les droits de mutation ne paie que 300 millions ; les 700 millions formant le surplus du milliard sont payés par l'industrie au moyen des impôts personnels, mobiliers, des patentes, du timbre, de l'enregistrement des transactions sur meubles, des douanes, du sel, des boissons, du tabac, des poudres et des postes (1).

Voilà par quelle suite non interrompue d'injustices le fisc parvient à réaliser la recette de l'indispensable milliard.

(1) Il est vrai que ces impôts pèsent également sur les propriétaires fonciers, mais ce n'est que pour une très faible partie ; car, comme on le verra plus tard, sur 32 millions de Français, les deux tiers du sol sont possédés par 64,000 individus.

Au moins si ces injustices n'étaient commises que pour satisfaire à des dépenses d'une absolue nécessité ; mais il n'en est point ainsi.

Les dépenses de l'état ne sont le plus souvent que de fastueuses prodigalités.

L'impôt réalisé, pour la majeure partie, aux dépens de l'existence du pauvre n'est le plus souvent employé qu'à augmenter le bien-être du riche.

La complication des impôts qui grèvent l'industrie nécessite la création d'immenses régies financières. Les agents de ces régies ont des traitements et des pensions énormes, quelle que soit d'ailleurs leur fortune personnelle.

Dans toutes les branches de l'administration publique, les emplois sont un moyen plus sûr d'arriver à la fortune que l'exercice des professions industrielles. On peut en juger par l'énorme concurrence des solliciteurs lorsque des places viennent à vaquer.

Dans un bon système financier, les traitements et pensions ne devraient être qu'un moyen d'assurer une existence convenable aux citoyens sans fortune qui seraient appelés par leurs talents à remplir des fonctions publiques.

Tout notre système financier ayant pour résultat la destruction des petites fortunes et leur répartition entre les mains des propriétaires et des capitalistes (1), l'industrie se trouve réduite à louer tous les capitaux qu'elle emploie.

Pour un produit demandé il se présente mille producteurs prêts à le confectionner au rabais ; et, dans cette concurrence, les industriels, pour prix de leurs travaux, reçoivent à peine ce qui est nécessaire à leur existence matérielle.

Ceux qui sont sans ouvrage sont réduits au dénûment le plus absolu. Ils sont libres, mais la misère les assiege ; à la différence

(1) On a vu dans la dernière session que les députés ont partagé entre eux et les électeurs qui les avaient nommés toutes les fonctions lucratives de l'état.

Les députés et les électeurs offrent dans leur sein une immense majorité de propriétaires et de capitalistes qui font tourner ainsi à leur profit la majeure partie des dépenses du budget.

des anciens esclaves, qui étaient au moins assurés que leurs maîtres pourvoiraient aux frais de leur nourriture.

C'est en persévérant dans un tel système de finances qu'on a vu chez une nation voisine tous les capitaux s'agglomérer dans les mains d'un petit nombre de privilégiés, et le peuple réduit à recevoir, à titre d'aumône, une chétive existence de la main de ceux qui l'avaient dépouillé de tout le fruit de ses travaux.

La révolution de 89 nous a prouvé que ces agglomérations de capitaux donnaient lieu à des catastrophes dans lesquelles les masses, poussées au désespoir, commettaient des spoliations injustes qui n'eussent été évitées si la législation, plus prévoyante, eût adopté un système de finances dans lequel, sans sacrifier la propriété à l'industrie, l'industrie et la propriété eussent au moins obtenu une égale protection.

Dans notre prochaine lettre nous établirons que les lois constitutives du pouvoir législatif sont combinées de manière à ce que l'industrie n'obtienne que le plus tard possible les améliorations que réclame son état actuel.

TROISIÈME LETTRE *.

LA CONSTITUTION ACTUELLE DU POUVOIR LÉGISLATIF EST
UN OBSTACLE AUX AMÉLIORATIONS QUI DOIVENT ÊTRE
FAITES DANS L'INTÉRÊT DE L'INDUSTRIE.

Nous croyons avoir établi dans nos deux dernières lettres que les lois qui régissent les transactions qui ont lieu entre les commerçants et les non commerçants, entre les travailleurs et les capitalistes, ont été faites de manière à mettre les derniers entièrement à la discrétion des premiers;

Et que, lorsque les industriels, surmontant les entraves qui s'opposent à l'amélioration de leur sort, sont parvenus à se faire un pécule, le fisc a des moyens certains de les dépouiller tôt ou tard des fruits de leurs travaux, pour en répartir le produit entre les privilégiés appelés au partage du budget.

Dans cette lettre nous essaierons de faire connaître les circonstances qui s'opposent à ce qu'une égale protection soit accordée à la propriété et à l'industrie.

Si l'industrie gémit sous des lois injustes, c'est parceque ces lois lui ont toujours été imposées par les seuls représentants de la propriété, et qu'elle n'a jamais eu une part assez active dans le pouvoir législatif pour faire prévaloir ses intérêts.

Le célèbre Necker, écrivant sur la *législation* et le *commerce des grains*, considérait que le devoir d'un souverain était principale-

* Extrait du *Globe* du 13 décembre 1830.

ment de tenir en harmonie les deux classes qui divisent la société (les *propriétaires* et les *industriels*), et de réprimer les prétentions exagérées des propriétaires, en écoutant les réclamations du peuple lorsqu'il demande à vivre, et qu'il offre en échange son travail et sa force. « En arrêtant sa pensée sur la société et sur ses rapports, on » est frappé, dit-il, d'une idée générale qui mérite bien d'être approfondie, c'est que presque toutes les institutions civiles ont été faites » pour les propriétaires. On est effrayé en ouvrant le code des lois de » n'y découvrir partout que le témoignage de cette vérité. On dirait » qu'un petit nombre d'hommes, après s'être partagé la terre, ont » fait des lois d'union et de garantie contre la multitude, comme ils » auraient mis des abris dans les bois pour se défendre des bêtes sauvages. Cependant, on ose le dire, après avoir établi des lois de » propriété, de justice, de liberté, on n'a presque rien fait encore » pour la classe la plus nombreuse des citoyens. Que nous importent » vos lois de propriété ? pourraient-ils dire : nous ne possédons rien ; » vos lois de justice ? nous n'avons rien à défendre ; vos lois de liberté ? si nous ne travaillons pas, demain nous mourons.

» Les propriétaires et la classe de la nation qui vit de son travail » sont des lions et des animaux sans défense qui vivent ensemble.

» On ne peut augmenter la part de ceux-ci qu'en trompant la » vigilance des autres, et ne leur laissant pas le temps de s'élan- » cer. »

Lorsque les populations esclaves ont conquis leur liberté, elles ont cru que tout était consommé dans leur intérêt, et qu'il leur suffisait d'être libres pour être heureuses.

Elles n'ont pas remarqué que leurs anciens maîtres restaient seuls chargés de rédiger les lois qui détermineraient les circonstances par suite desquelles les nouveaux affranchis pourraient arriver à la fortune, qui jusque alors avait été le partage exclusif des maîtres.

Et les maîtres ont écrit dans les lois qu'ils ont rendues : « Les esclaves qui ont conquis la liberté travailleront péniblement ; il ne leur restera du fruit de leurs travaux qu'un salaire à peine suffisant pour leur existence matérielle. Si quelques uns d'entre eux, s'imposant les plus dures privations, parviennent à amasser quelques biens, des combinaisons fiscales leur arracheront ces biens à eux ou à leurs en-

fants, et les répartiront entre les représentants de leurs anciens maîtres. »

Ces principes barbares ont été transmis de générations en générations et maintenus soigneusement dans les lois par ceux qui avaient intérêt à en conserver la tradition.

De nos jours, l'industrie, malgré ses progrès immenses, reçoit encore ses lois des représentants de la propriété foncière.

Sur 32 millions de Français, il n'y a que 93 mille individus qui jouissent du droit de cité, et parmi ces élus il en est bien peu qui puissent former une cote de 500 fr. avec le seul cens industriel ; la presque totalité des cotes est formée par le cens foncier ; de telle sorte que dans les collèges électoraux la seule propriété foncière est représentée.

Encore si les électeurs pouvaient choisir indistinctement les hommes qui doivent prendre part au pouvoir législatif !

Mais il n'en est point ainsi : ils sont libres de choisir qui ils veulent, pourvu qu'ils n'envoient à la chambre que des propriétaires fonciers, payant au moins 1,000 fr. d'impôt (1).

Le talent, la moralité et le patriotisme sont des titres vains pour briguer les suffrages : l'argent seul est digne de les fixer.

Pour justifier cet injuste privilège que la propriété s'attribue, on dit que les propriétaires sont les plus intéressés à la tranquillité publique et au maintien des institutions.

Pendant lorsque des catastrophes frappent le pays, ce sont les propriétaires qui en souffrent le moins : le sol leur reste immuable ; il n'est point de fléau qui puisse le leur enlever.

L'industriel, au contraire, voit son crédit s'évanouir au moindre bruit capable d'exciter la défiance des capitalistes.

(1) Ces chiffres étaient vrais en 1830 ; la nouvelle loi électorale y a apporté quelques changements : au lieu de 93,000 électeurs il y en a peut-être 200,000 sur une population de 32 millions d'âmes. Le cens de l'électeur est réduit de 500 à 200 fr., celui de l'éligible de 1,000 à 500 fr. ; mais ces modifications n'en laissent pas moins les propriétaires fonciers en possession du pouvoir législatif, le cens de 200 fr. a produit dans les collèges électoraux une majorité de propriétaires fonciers non commerçants.

Une fausse nouvelle est quelquefois la cause de leur ruine.

Leurs propriétés, toutes mobilières, sont exposées au pillage et à l'incendie.

Ils sont donc bien plus intéressés que les propriétaires au maintien de la tranquillité publique.

S'ils eussent eu voix délibérative dans diverses circonstances où des conseillers perfides ont mis l'état en péril par des mesures téméraires, bien des malheurs eussent été évités.

En n'appelant que des propriétaires fonciers à concourir au pouvoir législatif, il en est résulté naturellement un ensemble de lois toutes en faveur de la propriété contre l'industrie.

Et cela est arrivé sans qu'il y ait eu concert entre les propriétaires pour obtenir ce résultat.

Lorsque des hommes représentent un intérêt, ils n'ont pas besoin de se concerter pour stipuler cet intérêt : à mesure que des questions sont soumises à leur examen, ils les décident naturellement contre l'intérêt qu'ils ne représentent pas, sans qu'il y ait intention de nuire de leur part.

Aussi nous trouvons tout naturel que les représentants de la propriété foncière soient entrés dans un système de finances qui ait eu pour eux ce résultat très positif de voir l'impôt foncier, qui était de 240 millions en 91, réduit successivement à 154 millions, tandis qu'il y a eu accroissement de recette dans les impôts qui pèsent sur l'industrie.

L'événement a bien justifié que les représentants de la propriété foncière étaient incapables de rendre des lois favorables à l'immense population que représente l'industrie.

Depuis 1814 ils ont feint de représenter les intérêts populaires sans jamais rien faire pour ces intérêts.

Ainsi on les a vus depuis 1814 jusqu'à 1819 faire des lois qui tendaient à donner plus d'influence au pouvoir démocratique, de 1819 à 1825 s'incliner vers le pouvoir monarchique, combattre ensuite ce pouvoir depuis 1825 jusqu'à 1830; et maintenant qu'ils l'ont renversé pour lui en substituer un autre basé sur la souveraineté du peuple, ils semblent peu disposés à tirer les conséquences de ce nouvel état de choses.

Depuis 1814 jusqu'à ce jour nous n'avons eu que des lois de presse, d'élection et de finances, c'est-à-dire des lois constitutives du pouvoir.

Les chambres ont donc présenté l'aspect d'un gouvernement toujours occupé à se constituer sans jamais agir.

On voit encore aujourd'hui, dans notre pouvoir législatif, une machine à lois, à laquelle il manque toujours quelque rouage, et qui ne fonctionne jamais; car le pays attend autre chose que des lois de presse, d'élection et de finances.

Comment les représentants de la propriété foncière eussent-ils pu en rendre d'autres, puisqu'ils ont la pensée que les lois qu'on demande sont contraires aux intérêts qu'ils représentent.

A cet égard ils sont dans une grande erreur, car il ne peut être rien fait en faveur de l'industrie qui ne soit en même temps favorable à la propriété. C'est ce que nous aurons occasion de démontrer dans nos lettres subséquentes.

Mais il est d'autres circonstances qui font désespérer qu'on puisse jamais entrer sérieusement dans la voie des améliorations.

La faculté de cumuler le mandat du député avec des fonctions publiques actives est une des plus grandes causes du *statu quo* que nous déplorons.

Lorsque des capacités se révèlent dans les chambres, elles sont aussitôt confisquées au profit du gouvernement : alors tel député qui eût pu méditer sur les réformes que le pays attend avec tant d'impatience est obligé de consacrer tout son temps à des fonctions administratives.

S'il s'agit d'appeler l'attention d'un député fonctionnaire sur quelques parties de la législation, il ne peut rien entendre; il n'a pas un instant à lui, il ne peut pas même trouver le temps de déchiffrer les lettres qui lui sont adressées.

C'est un administrateur supérieur; mais pour lui toute spéculation, tout projet d'amélioration est une utopie.

D'un autre côté les députés fonctionnaires, ayant une grande part au milliard du budget, sont intéressés à perpétuer les abus que contient notre système de finances.

Il reste si peu de capacités parmi ceux qui n'ont point été promus

à des fonctions publiques, que le pays est, pour ainsi dire, sans organe pour formuler ses griefs et ses vœux.

Dans les différentes administrations, on ne trouve que des hommes qui ont mission d'appliquer les lois constitutives, des abus que la critique a révélés; personne n'y est chargé de rechercher les moyens de mieux faire; les ministres n'ont le temps de méditer aucune amélioration.

Si quelque généreux citoyen trouve et propose un remède au malaise que subit le corps social, ses travaux sont regardés avec dédain, comme de vaines théories impossibles à réaliser, surtout lorsqu'elles ont pour objet l'amélioration du sort de la classe la plus nombreuse.

On en ajourne sans cesse l'examen.

Les défenseurs des intérêts populaires, ne pouvant se faire comprendre ni par les membres du gouvernement ni par les élus de la propriété foncière, devraient au moins pouvoir publier librement leurs pensées; mais tous les moyens de publicité leur sont interdits.

Ils ne peuvent même pas faire usage de la voie la plus simple que la nature ait donnée à l'homme pour communiquer avec ses semblables; l'action si puissante de la parole leur est interdite.

Depuis la découverte de l'imprimerie, on ne peut publier ses pensées que par le moyen d'une machine que l'on appelle presse, et que l'on ne peut faire mouvoir qu'après avoir prêté au gouvernement sous le titre de cautionnement une somme considérable, qu'on est presque toujours obligé d'emprunter soi-même.

Les capitalistes qui font ces sortes de prêts aux écrivains politiques leur permettent d'imprimer tout, excepté ce qui est contraire aux intérêts des capitalistes. La censure des ciseaux a été remplacée par celle des bailleurs de cautionnements.

Pourquoi donc a-t-on tant de peur que les publicistes communiquent avec le peuple?

On dit que c'est pour éviter la propagation des mauvaises doctrines.

Cependant nous ne croyons pas qu'un orateur serait bien venu à prêcher l'immoralité devant un public quelconque; si l'on devinait sa pensée à la première période, il lui serait bien difficile d'en commencer une seconde.

On a vu dans les journées de juillet que les orateurs du pillage eussent été bien mal accueillis par ce peuple que l'on juge si mal.

Il nous semble plutôt que, si les gouvernements ne veulent pas que l'on parle au peuple, c'est qu'il a été fait tant de choses contrairement à ses intérêts, qu'ils craignent qu'on ne lui ouvre les yeux ; comme ces tuteurs qui évitent de laisser leur pupille, devenu majeur, communiquer avec les personnes qui pourraient l'éclairer sur leur gestion inhabile.

Si toute réclamation en faveur des classes nombreuses, qu'elle se produise par la presse ou par la parole, inquiète le pouvoir, au moins devrait-il entrer promptement dans la voie des réformes.

S'il rendait les lois que l'on attend, on n'examinerait pas comment il est constitué.

Les peuples n'examinent pas si le pouvoir qui leur fait du bien est absolu, constitutionnel ou républicain.

Mais, lorsqu'on ne fait rien pour adoucir leurs maux, ils en recherchent les causes, et ils ne tardent pas à reconnaître que c'est parceque ceux qui concourent à la confection des lois ne représentent qu'un intérêt pour qui tout est bien et qui ne demande aucun changement.

Qu'on se hâte donc d'agir !

Car depuis 1814 on n'a adopté aucune mesure qui se rattache à des intérêts positifs.

On est d'autant plus exigeant à l'égard du nouveau gouvernement, qu'il se présente comme ayant mission de faire droit aux griefs du pays.

Que les mandataires de la propriété agissent donc pour conjurer les orages que pourrait exciter un *statu quo* plus prolongé.

Où, s'ils sentent qu'ils ne sont pas la représentation exacte des intérêts qui demandent de l'action, qu'ils se montrent assez généreux pour faire entrer à la chambre, par une loi d'élection, les représentants de ces intérêts nouveaux qui demandent qu'on s'occupe d'eux.

Dans les lettres qui vont suivre, nous essaierons d'indiquer les réformes qui pourraient être apportées à notre législation pour qu'une égale protection soit accordée à l'industrie et à la propriété.

QUATRIÈME LETTRE (1).

INDICATION DES RÉFORMES QUI DOIVENT ÊTRE INTRODUITES DANS NOTRE LÉGISLATION.

Dans les précédentes lettres, nous croyons avoir établi que nos lois civiles et fiscales ont toutes été combinées dans l'intérêt de la propriété contre l'industrie, et que la constitution actuelle des pouvoirs législatifs est un obstacle à ce que cet état de choses puisse être promptement changé.

Nous avons maintenant à faire connaître quelles réformes nous paraissent devoir être introduites dans notre législation, pour concilier l'intérêt de l'industrie avec celui de la propriété.

Les meilleures réformes doivent s'opérer progressivement, et avec tout le respect qui est dû aux droits acquis.

Les novateurs de 1830 diffèrent des révolutionnaires de 93 en ce qu'ils entendent agir par la persuasion et non par la force; en ce qu'ils veulent des améliorations pour éviter des catastrophes, et non pas des catastrophes pour arriver à des améliorations.

Leurs intentions sont pures; puissent-elles être comprises par les partisans de la résistance!

On les repousse dédaigneusement en les qualifiant de faiseurs d'utopies, et l'on s'épargne ainsi la peine d'examiner ce qu'ils demandent.

Cependant les grandes réformes qui ont suivi la révolution de 89 étaient aussi des utopies avant qu'elles eussent été converties en lois.

Les utopies de 1830 deviendront des réalités lorsqu'elles auront

(1) Extrait du *Globe* du 22 décembre 1830.

été jugées sans passion et avec le désintéressement d'un véritable patriotisme.

Dans l'état actuel de préoccupation des esprits, des réformes trop radicales ne trouveraient que des adversaires invincibles : on ne peut raisonnablement proposer que des améliorations par voie d'analogie. Celles que nous allons indiquer sont de cette nature. Toutes les fois que nous remarquerons que des combinaisons simples auront été admises dans certains cas, nous demanderons que ces combinaisons soient étendues à d'autres cas analogues ; on ne pourra ainsi nous opposer l'impossibilité de leur application. Nous indiquerons d'abord les améliorations qui nous paraissent susceptibles d'être introduites dans la législation, sans nous occuper de leurs conséquences financières ; et nous ferons connaître ensuite les réformes qui devront être apportées à notre système de finances pour maintenir l'équilibre qui doit exister entre les recettes et les dépenses de l'état.

DE LA CRÉATION DE NOUVELLES BANQUES.

L'abolition du privilège de la banque de France nous paraît être la mesure la plus urgente que puisse prendre le gouvernement.

Le monopole du crédit avait été accordé à cet établissement pour le plus grand intérêt du commerce ; c'est dans cet intérêt qu'on lui avait concédé le droit excusif d'émettre des billets au porteur : mais il est reconnu maintenant que, dans les temps de prospérité, la banque ne s'associe aux travaux du commerce que pour prendre dans ses bénéfices, sous le nom d'intérêt, une part à l'abri de toute chance de pertes ; et que, dans les temps de crise, elle laisse le commerce livré aux plus cruelles angoisses. La banque et ses élus retirent leurs capitaux de la circulation précisément lorsque ces capitaux pourraient rendre les plus grands services.

L'industrie est alors obligée de réaliser toutes les valeurs qu'elle possède, pour les convertir en numéraire, et l'actif qu'elle avait conquis par son travail est bientôt dévoré. Les individus qui consentent encore à traiter avec elle exigent d'elle des escomptes énormes. Elle se voit forcée de consentir des ventes au plus vil prix ; lo

moindre retard dans ses paiements est puni par des frais judiciaires qui augmentent chaque jour en proportion de sa gêne.

Lorsque la banque fait quelques escomptes, ils ne profitent qu'aux élus qu'elle admet à la participation des avantages de son monopole.

Voici comment les choses se passent :

Le travailleur ne trouve à emprunter sur sa seule signature qu'à 12 ou 15 fr. p. 100, quelquefois à 30 et 40 p. 100.

Les capitalistes qui font ces sortes de prêts escomptent les billets qu'ils se font souscrire, à 6 p. 100, auprès des banquiers qui ont du crédit à la banque.

Ces banquiers escomptent leur papier à 4 p. 100.

Il en résulte que si un travailleur a une industrie qui lui rapporte 17 p. 100 du capital qu'il emploie, il est obligé d'en abandonner 15 p. 100 à celui qui lui prête ce capital, et il ne lui reste que 2 p. 100 pour lui; il ne lui reste rien lorsqu'il ne réalise pas dans son commerce les bénéfices sur lesquels il avait compté.

Dans cette position la chose la plus certaine pour lui est la faillite.

Comme il est dans la destinée des monopoles d'être d'abord favorables à ceux qui les exploitent et ensuite funestes à tous, les faillites causent maintenant la ruine des travailleurs et des capitalistes; bientôt elles attenteront à l'existence même de la banque.

Ce n'est donc pas sans raison que les peuples, dans les temps de souffrances, s'attachent à demander plus particulièrement l'abolition des monopoles.

Celui dont jouit aujourd'hui la banque de France est en grande partie la cause des maux qu'endure maintenant le commerce.

Si d'autres banques existaient, les billets au porteur, qu'elles émettraient en concurrence avec la banque de France, produiraient un abaissement dans le taux de l'intérêt de l'argent; ces billets suppléeraient à l'absence du numéraire; et le commerce, soutenu par le crédit que ces banques lui accorderaient, pourrait peut-être encore se soustraire aux nouveaux malheurs qui le menacent.

Nous pensons que, si une loi rendait à tous les citoyens le droit de fonder librement des banques pouvant émettre des billets au porteur, en concurrence avec les banques actuelles, dont nous ne deman-

dans pas la destruction, il en résulterait des avantages immenses pour les classes industrielles.

Les notabilités financières formeraient des banques générales destinées à créditer des banques spéciales qui se ramifieraient sur toute la surface de la France, et créditeraient à leur tour les différentes espèces d'industries.

Ces banques seraient libres de se constituer d'après telles règles qu'il leur plairait. Un commissaire du gouvernement serait seulement placé près de chacune d'elles pour s'assurer que l'émission de leurs billets au porteur serait toujours restreinte dans des limites prescrites.

Les banques *spéciales*, n'opérant qu'avec certains industriels, seraient parfaitement à même d'apprécier leur capacité et leur solvabilité. Elles escompteraient leur papier, et leur remettraient en échange ou des espèces ou des billets au porteur, à vue ou à échéance.

Elles étendraient le crédit qu'elles accorderaient proportionnellement à celui qu'elles auraient elles-mêmes auprès des banques générales et des capitalistes.

Les banques générales s'appliqueraient à observer le mouvement de la production et de la consommation, et ne créditeraient les banques spéciales qu'en égard à l'opportunité de telles ou telles productions.

Ainsi lorsqu'un industriel aurait besoin de réaliser son papier, il s'adresserait à la banque spéciale créée pour son genre d'industrie. La banque, appréciant sa capacité, sa moralité et la convenance de son entreprise, escompterait son papier avec plus ou moins de facilité, selon le degré de confiance qu'il inspirerait.

Si le crédit de la banque était bien établi, l'industriel accepterait les billets de cette banque en échange des effets par lui offerts à l'escompte; sinon il exigerait du numéraire, jusqu'à ce que les billets de la banque spéciale fussent acceptés comme monnaie dans la circulation; ce qui arriverait lorsque les billets de celle-ci seraient eux-mêmes reçus par les banques générales.

Lorsqu'une banque *générale* jugerait que l'industrie créditée par telle ou telle banque *spéciale* aurait trop produit, elle réduirait le crédit qu'elle accordait à cette banque, et celle-ci serait ainsi forcée d'accorder elle-même moins de crédit à ses producteurs.

Elle ne stimulerait leur industrie que dans une proportion utile.

Et désormais les industriels ne seraient plus exposés à produire trop sur un point et trop peu sur un autre.

Au moyen des conditions plus favorables qui leur seraient faites par les banques, ils auraient, dans le produit de leurs travaux, une plus grande part que par le passé.

Alors toute l'industrie se trouverait protégée par un vaste système financier, système dont on trouve déjà le germe dans les nombreux établissements de banque des États-Unis, de l'Angleterre, et surtout de l'Écosse.

Tel industriel ne peut maintenant escompter son papier qu'à un taux fort élevé, parcequ'il est obligé de s'adresser à un capitaliste qui, ne pouvant apprécier sa capacité, lui prend, sous le nom de commission et d'intérêt, une prime d'assurance proportionnée aux chances que lui présente une capacité qu'il ne connaît pas. Cette prime est encore augmentée en raison de ce que le capitaliste est seul exposé à cette chance.

Au contraire les banques spéciales, ayant tous les moyens de connaître la capacité de chaque industriel qui leur demandera du crédit, pourront lui faire des conditions beaucoup plus douces. Si un industriel vient à manquer, la perte qu'il fera subir ne sera pas supportée par une seule personne, mais répartie entre tous les actionnaires de la banque qui l'aura crédité.

Cette combinaison constituera, pour ainsi dire, une assurance mutuelle contre l'insolvabilité des travailleurs.

Ce genre d'opérations a déjà des précédents. Il y a à Paris des banquiers qui n'escomptent que le papier des marchands de bois ; d'autres qui ne traitent qu'avec des épiciers ; et dans ces derniers temps on a vu se former une banque spéciale pour les constructeurs de bâtiments. Ces banques subissent moins de pertes que celles qui escomptent indistinctement le papier de tout le commerce de la place.

La matière à escompter étant toujours bien connue, il est évident que les banques spéciales et les banques générales opéreront avec toute la sécurité désirable. Les industriels conservant une plus grande part dans les produits de leurs travaux, il y aura moins

de faillites que par le passé, et par conséquent moins de chances de perte pour les prêteurs.

On peut objecter, contre la multiplication des banques, que différentes banques ont été autorisées dans les provinces, et qu'elles ont eu peu de succès.

Ces banques, qui étaient des monopoles concédés pour tel ou tel département, ont été obligées de procéder d'après des règles qui leur ont été imposées par le gouvernement. D'ailleurs ces banques de département présentaient, comme la banque de France, l'inconvénient de faire à la fois fonction de banques générales et de banques spéciales, lorsque, par leur nature, elles auraient dû être plutôt spéciales que générales.

Ainsi nous concevons que, dans ce système, une banque spéciale établie à Bordeaux aurait dû avoir particulièrement pour objet de créditer *la production et le commerce des vins*, tandis que d'autres banques spéciales établies à Lyon, St-Etienne, Elbeuf, etc., auraient dû créditer spécialement *la production et le commerce des soieries, du fer, des draps*, etc.

De tous les vices de l'institution actuelle des banques, on ne peut rien conclure contre l'institution des banques libres, générales et spéciales, que nous proposons.

Mais comment abolir un privilège qui, par une loi, a été concédé à la banque de France pour un temps déterminé ?

Si l'on admet que le crédit soit une chose utile à tout un pays, une loi ne peut définitivement concéder le monopole du crédit pour un temps quelconque, limité ou illimité, à un petit nombre d'individus.

Les monopoles ne sont d'abord créés que dans un but d'utilité publique ; lorsque l'on s'aperçoit qu'ils ne remplissent pas le but que l'on s'était proposé, rien ne peut s'opposer à leur abolition.

Une nation ne peut valablement s'interdire pendant un temps donné le droit d'améliorer son sort.

Elle ne peut valablement s'engager à souffrir dans son sein, pendant un certain temps, un monopole qui porte atteinte à son existence en altérant la prospérité de son commerce.

Du moment où il est démontré qu'un monopole qui avait été concédé gratuitement dans la vue de l'intérêt du pays n'est plus un avantage que pour le petit nombre d'individus qui l'exploitent, on peut se demander si ces individus peuvent raisonnablement être autorisés à continuer de s'enrichir dans l'avenir comme ils l'ont fait par le passé, au préjudice de tous.

Nous sommes loin de professer des principes réactionnaires : paix au passé, mais justice pour l'avenir ! que ceux qui se sont enrichis au détriment de l'industrie jouissent de ce qu'ils ont acquis sous la protection de la loi, mais que désormais la puissance du crédit rentre dans le domaine public, profite à tous, et cesse d'être exploitée exclusivement par un petit nombre de privilégiés.

Au lieu de donner sans discernement des millions au commerce, le gouvernement eût mieux fait de doter le pays du droit de fonder librement des banques.

Le commerce eût été intéressé à favoriser les nouveaux établissements qui se seraient formés, et ces établissements eussent ramené la confiance.

Il est encore temps de prendre cette mesure ; que les représentants des propriétaires et des capitalistes accordent donc à l'industrie ce qu'elle a droit d'exiger aujourd'hui ; et ils pourront dire avec vérité qu'ils ont concouru à sauver le pays.

Dans notre prochaine lettre nous essaierons d'indiquer comment le crédit pourrait recevoir une nouvelle extension par la simplification des formes judiciaires.

CINQUIÈME LETTRE *.

DE LA SIMPLIFICATION DES FORMES JUDICIAIRES.

Nous croyons avoir démontré, dans notre dernière lettre, la nécessité d'abolir le privilège de la banque de France, et de laisser les citoyens libres de fonder des banques sous telles conditions qu'ils jugeraient convenable, en concurrence avec les banques actuellement existantes, sauf au gouvernement à employer les moyens que nous avons indiqués pour faire obstacle à des émissions frauduleuses de billets au porteur.

Nous essaierons dans cette lettre de faire connaître comment le crédit pourra recevoir une nouvelle extension par la simplification des formes judiciaires.

Plus le commerce a de facilité à réaliser les valeurs qu'il possède, plus sa prospérité augmente. Dans l'état actuel de notre législation, des formes judiciaires promptes et peu coûteuses forcent l'industriel à satisfaire à ses engagements.

L'industriel, au contraire, ne peut contraindre un non-commerçant à se libérer envers lui qu'en traversant les formes lentes et dispendieuses des tribunaux civils.

Il en résulte que l'industriel peut être très facilement forcé à réaliser ce qu'il doit, tandis qu'il ne peut obtenir qu'avec la plus grande peine le prix des productions qu'il a livrées aux consommateurs non commerçants.

Il doit être bien difficile à un industriel, en subissant de telles

(1) Extrait du *Globe* du 2 janvier 1851.

combinaisons, d'utiliser ses recettes pour effectuer ses paiements. Car comment faire coïncider des recettes entravées avec des paiements qui doivent être réalisés à présentation.

En méditant sur cet état de choses on a peine à concevoir la régularité que les industriels ont apportée, pendant long-temps, à l'exécution de leurs engagements; on est surpris que les faillites ne soient pas encore plus fréquentes qu'elles ne le sont maintenant.

Ce sera donc seconder singulièrement la prospérité du commerce, que de lui donner, pour réaliser ses recettes, des formes judiciaires aussi promptes et aussi économiques que celles qui sont maintenant employées contre lui pour le contraindre à effectuer ses paiements.

En effet quelle raison de continuer de diviser la société en deux *castes* régies par des formes judiciaires et par des tribunaux différents?

Pourquoi y aurait-il en France des individus qui seraient tenus de payer de suite ce qu'ils doivent, et d'autres auxquels il serait accordé toute sorte de moyens de retarder leur libération?

Pour faire cesser cet état de choses, il nous semble que l'on ne doit point hésiter à soumettre tous les citoyens aux mêmes tribunaux et aux mêmes formes judiciaires.

Il y a, dans l'organisation actuelle des tribunaux de commerce, dans celle des justices de paix, et dans les formes suivies en matière de police correctionnelle, de quoi fonder une institution judiciaire unique, plus satisfaisante que chacune de celles qui se partagent maintenant la juridiction de la France, soit en raison de la qualité des justiciables, soit en raison du territoire qu'ils habitent.

Voici les dispositions que nous croyons qu'il serait utile d'adopter.

Il n'y aurait qu'une seule espèce de tribunaux de première instance, qui connaîtraient de toutes les matières contentieuses, à quelque somme qu'elles pussent monter.

Ces tribunaux seraient composés de juges élus d'après le mode adopté pour les tribunaux de commerce.

Ces juges ne seraient pas seulement choisis parmi les notables commerçants, mais parmi tous les habitants notables exerçant une profession quelconque dans le ressort de chaque tribunal.

La procédure qui serait suivie devant ces tribunaux serait la même que celle adoptée en matière de police correctionnelle.

L'appel serait porté aux cours royales, dans la forme des appels de police correctionnelle.

Les juges de paix connaîtraient de toutes les juridictions volontaires et spécialement des condamnations sollicitées en vertu de titres non contestés.

En matière contentieuse, la partie qui serait jugée n'aurait contesté que pour obtenir des délais, et non pour la solution d'un point douteux, serait condamnée à une amende au profit de l'état, et à des dommages intérêts envers son adversaire.

Quelques réflexions justifieront ces propositions.

En ne créant qu'une seule espèce de tribunaux pour toute espèce de contestations, on fera obstacle aux exceptions de compétence qui maintenant paralysent la marche de la justice.

Les tribunaux de commerce connaissent maintenant de toutes les difficultés qui sont portées devant eux, n'importe à quelles sommes elles soient relatives.

En matière commerciale, une contestation où il s'agit d'un intérêt de 10 fr. est jugée par les mêmes juges qui connaissent d'affaires où s'agitent les intérêts les plus importants.

En matière civile au contraire, si le litige ne porte que sur une valeur de 100 fr., il est soumis à un seul juge révocable à la volonté du gouvernement (un juge de paix); s'il s'agit de plus de 100 fr., ce sont plusieurs juges inamovibles qui prononcent.

Nous pensons qu'on ne doit pas hésiter à donner la même garantie d'une bonne justice aux contestations qui intéressent les pauvres qu'à celles qui s'agitent entre des riches.

C'est pourquoi nous demandons que les mêmes juges connaissent de toute espèce de contestations, n'importe à quelle somme elles puissent monter.

Le nombre des tribunaux de première instance serait alors augmenté proportionnellement aux besoins du service et à l'étendue du territoire, comme cela se pratique maintenant pour les tribunaux de commerce, dont la résidence n'est point circonscrite aux seuls chefs-lieux d'arrondissement.

La composition actuelle des tribunaux de commerce offre de grandes garanties pour les justiciables.

Les juges consulaires sont choisis chaque année parmi les plus notables commerçants du lieu où siège chaque tribunal.

Ces magistrats sont tout à la fois juges et jurés ; et comme ils ont tous été dans le mouvement des affaires, ils sont à même d'apprécier les faits plus justement que les juges actuels des tribunaux civils.

Ces derniers menant une vie retirée, étrangère à toutes spéculations d'intérêt, ne reconnaissent pour vrai, dans les transactions des citoyens, que ce que la loi leur dit de tenir pour vrai.

Les juges des tribunaux de commerce, au contraire, apprécient les faits et circonstances, et puisent la vérité partout où ils la trouvent, sans s'astreindre à aucune règle préexistante ; ils prononcent, en un mot, en véritables jurés sur les contestations qui leur sont soumises.

Pourquoi, en effet, continuerait-on de maintenir deux espèces de juridictions, l'une civile et l'autre commerciale ? Est-ce que toutes les contestations civiles ne se résolvent pas en des questions de propriété, soit qu'il s'agisse de déterminer l'état d'un enfant, de statuer sur un partage de succession, ou de prononcer sur une liquidation entre associés.

Dans toutes les contestations il y a toujours lieu de statuer sur des faits relatifs à des intérêts analogues.

Les faits seront toujours mieux appréciés par des juges-jurés que par de simples juges civils.

Lorsqu'il y aura erreur dans l'application du droit, elle pourra être rectifiée par la voie de l'appel ; le premier degré de juridiction aura toujours eu ce résultat très important de fixer le fait d'une manière plus certaine que ne le font maintenant les juges civils.

Car il est à remarquer que, sur les appels des jugements des tribunaux de commerce, les cours royales tiennent presque toujours pour constants les faits admis par les premiers juges, et ne redressent le plus souvent que des erreurs de droit.

Nous pensons donc qu'il y aurait lieu de composer les tribunaux de première instance de juges électifs, choisis d'après le mode adopté pour les tribunaux de commerce, non seulement parmi les notables commerçants, mais encore parmi tous les citoyens exerçant une profession quelconque dans le ressort de chaque tribunal.

En constituant les tribunaux de première instance à peu près comme le sont maintenant les tribunaux de commerce, ce serait sans doute une grande amélioration.

Cependant elle serait peu importante si l'on n'adoptait pas en même temps des formes de procédure plus simples que celles que l'on suit devant les tribunaux civils.

On pourrait adopter pour tous les tribunaux de première instance les formes suivies maintenant devant les tribunaux de commerce.

Mais il nous semble que l'on peut mieux faire encore.

Les formes judiciaires tracées par la loi en matière de police correctionnelle nous paraissent plus simples, plus promptes et plus économiques que celles adoptées même en matière commerciale.

Nous ne voyons pas de raison pour que ces formes ne soient pas étendues à toutes les juridictions.

Pourquoi en effet y aurait-il des tribunaux où l'on ne procéderait qu'avec des formes compliquées, lentes et dispendieuses, et d'autres tribunaux où tout serait simple, rapide et économique.

En matière de police correctionnelle, le demandeur a maintenant le choix ou de forcer son adversaire à se présenter dans un délai de trois jours à la face du juge et d'y obtenir jugement séance tenante, ou bien, si l'affaire est compliquée, de faire précéder le jugement d'une instruction dans laquelle un juge est spécialement chargé de rechercher la vérité par tous les moyens qu'il croit utiles à sa manifestation.

Ce juge interroge le défendeur, entend les témoins, ordonne des expertises, se fait représenter les pièces et registres qui peuvent jeter de la lumière sur l'objet en litige. En un mot il a à sa disposition un pouvoir discrétionnaire auquel tout est permis dans l'intérêt de la découverte de la vérité.

Lorsque l'instruction est terminée, les parties sont renvoyées à l'audience, où le procès est vidé dans un délai de trois jours.

S'il y a appel, il est jugé avec la plus grande rapidité et sans qu'il y ait lien à aucune signification de pièces, pas même du jugement dont est appel.

Quelle différence lorsque l'on compare ces formes à celles qui sont maintenant suivies en matière civile.

Dans les affaires les plus simples, on ne peut arriver devant le juge qu'après avoir essayé devant un juge de paix une conciliation qui n'a jamais lieu, et qu'après avoir échangé avec son adversaire une foule de significations qui n'ont jamais pour le plaideur d'autres résultats que de lui faire subir de mortelles lenteurs, et d'augmenter les frais qu'il aura à payer s'il succombe.

S'il y a lieu à établir des faits par témoins ou à faire interroger le défendeur, on est obligé de plaider sur les questions qui seront adressées aux témoins ou au défendeur; et, dans tous les cas, on est tenu de leur faire connaître à l'avance les points sur lesquels il a été jugé qu'ils seraient interrogés, à peu près comme si le législateur se fût proposé de donner aux témoins et au défendeur tous les moyens de s'entendre ensemble pour cacher la vérité.

Il est défendu aux juges qui sont chargés de ces sortes d'instruction de s'écarter du cercle qui leur a été tracé par le jugement qui a autorisé l'instruction.

L'unité étant rompue entre l'instruction et le jugement, l'on peut même interjeter appel des jugements qui ordonnent des preuves testimoniales, des expertises, ou des interrogatoires, ou tout autre mode d'instruction; il en résulte une involution de procédure inextricable.

C'est surtout en matière de séparation de corps que les inconvénients de cette multiplication de formes se font sentir.

Les femmes qui ont été dans le cas de demander justice des sévices de leurs maris savent à combien de tribulations et de lenteurs la loi livre impitoyablement leur faiblesse.

Si les formes de la procédure suivie en matière de police correctionnelle étaient admises en toutes matières, tout ce dédale de chicane disparaîtrait.

Les affaires qui ne demanderaient pas d'instruction seraient portées à l'audience et jugées dans le délai de trois jours.

Dans les affaires compliquées on procéderait comme il suit :

Dans une séparation de corps, par exemple, la femme déposerait entre les mains du procureur du roi une requête expositive de ses griefs, en indiquant les témoins dont elle invoquerait le témoignage.

Un juge d'instruction interrogerait de suite le mari et les témoins indiqués; après l'instruction, l'affaire serait immédiatement renvoyée devant le tribunal, qui statuerait dans les trois jours.

Comme il y aurait très peu de délai entre la plainte de la femme et le jugement, la femme qui se serait plainte injustement serait très peu de temps hors du domicile conjugal, et cesserait d'être exposée à tous les dangers qui sont la conséquence de cette position, pendant le temps que durent maintenant ces sortes d'instances (1).

Si l'instruction détruisait les plaintes de la femme, l'affaire ne serait pas portée à l'audience. Et, comme il en serait de même dans toutes les affaires où des faits plus ou moins récriminatoires seraient allégués par les parties, on étoufferait ainsi le germe de bien des haines dans les familles et entre les citoyens.

Dans un pareil système, les procès les plus compliqués pourraient être portés en première instance et en appel pour 50 ou 60 francs de frais.

Tandis que, maintenant, on voit des condamnations de dépens qui s'élèvent à plusieurs mille francs.

A l'égard des dépens, nous devons faire une observation importante.

Dans l'état actuel de l'administration de la justice, en France, celui qui succombe est toujours condamné à des dépens plus ou moins considérables, dont la majeure partie tourne au profit du trésor, le surplus étant consacré aux officiers ministériels, à titre d'émoluments.

Il nous semble qu'il y a une distinction à faire entre le plaideur qui soutient de bonne foi un point douteux, et celui qui résiste à une demande qu'il sait être juste, qu'il ne conteste que par mauvaise foi ou pour obtenir des délais, et fatiguer son adversaire.

Le premier ne doit être condamné qu'aux moindres frais possible, car pour lui la justice ne peut être une matière imposable; le second, au contraire, doit réparer deux torts : celui qu'il fait à

(1) Ces instances durent quelquefois deux ou trois ans.

la société, en occupant la justice d'un litige qui ne devrait point exister; et le tort qu'il cause à son adversaire en lui faisant perdre un temps précieux et en le constituant dans des dépenses que lui seul nécessite.

Il nous semble que lorsqu'une partie aura été convaincue d'avoir allégué des faits faux ou d'avoir soulevé des points de droit dans le seul but de paralyser une juste demande, elle devra être condamnée à des dommages-intérêts, et à une amende dont nous indiquerons la quotité lorsque nous examinerons les moyens de constituer les recettes et les dépenses de l'état.

C'est ainsi que l'on parviendra à fonder une justice simple, prompte et économique, dont la possibilité ne peut être révoquée en doute; car les améliorations que nous proposons ne sont pas de pures innovations, elles ont des précédents dans la législation actuelle.

Ce qui est exécutable pour une matière peut également l'être pour d'autres matières.

Il y a eu diverses circonstances dans lesquelles le gouvernement n'a pas été embarrassé pour introduire des formes simples, applicables à certains cas particuliers.

Ainsi, dans les contestations qui s'élèvent sur les questions d'enregistrement, l'on procède sans autre forme que celle de l'assignation directe devant le tribunal qui doit en connaître, et qui juge sur simples mémoires, et sans frais.

L'on a vu que, dans l'intérêt des émigrés, toutes les contestations relatives aux indemnités qui leur ont été accordées ont pu être jugées sommairement, quoique, dans ces contestations, les plus graves questions du droit civil aient été agitées.

Une célèbre affaire (1), où il s'agissait de sommes considérables et de faits extrêmement compliqués, a reçu un jugement où la vérité a été manifestée aux yeux de tous, à l'aide des seules formes suivies en matière de police correctionnelle.

On ne voit point pourquoi la même simplicité de formes ne serait point adoptée pour toutes les contestations, quel que soit leur objet.

(1) L'affaire Roumage et Banès.

Si des formes simples doivent être suivies en matière contentieuse, à plus forte raison lorsqu'il ne s'agit que de donner exécution à des titres non contestés.

On ne conçoit pas pourquoi, lorsqu'un billet non contesté n'est pas payé, la législation suppose un procès entre le créancier et le débiteur, procès qui doit toujours se terminer par un ou deux jugements, en faisant précéder et suivre ce jugement de procédures plus ou moins dispendieuses, pour arriver à la vente des meubles du débiteur, ou à son incarcération s'il est commerçant.

Il nous semble que, puisqu'il doit y avoir un intervalle entre l'échéance d'un billet et l'exécution du débiteur, il convient bien mieux de lui accorder de suite ce délai, sans le démoraliser par une foule de tracasseries plus ou moins coûteuses, pendant le temps du sursis que la loi lui accorde.

Nous concevons qu'à défaut de paiement d'un billet non contesté, le débiteur pourrait être assigné devant le juge de paix de son domicile, qui lui accorderait un délai qui ne pourrait jamais dépasser un terme fixé par la loi.

Ce magistrat mettrait au bas du titre : *Bon à exécuter tel jour*. Et en vertu de cette seule autorisation, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir de jugement, l'exécution pourrait avoir lieu au jour indiqué, à la charge seulement par le débiteur de payer les frais d'assignation, et non pas des frais énormes comme ceux qu'il paie maintenant, qui doublent et triplent même quelquefois le principal de la somme due.

Il est évident que les commerçants ne demanderaient à jouir de ce délai qu'à la dernière extrémité ; car le crédit de ceux qui en feraient usage serait vivement ébranlé ; la crainte de perdre son crédit est un stimulant suffisant pour un commerçant ; il est inutile d'y ajouter des frais qui, sans l'exciter à payer, ne font que rendre sa libération plus difficile.

En Angleterre, il y a des exemples de ce mode de procéder.

Lorsque l'administration de l'enregistrement et des domaines a des droits à recouvrer contre un citoyen, si ces droits ne sont point contestés, elle n'est point mise dans la nécessité de recourir à un jugement ; elle obtient d'un juge de paix, sans même

appeler le débiteur, le droit de le faire saisir immédiatement.

On voit que le fisc est ingénieux à trouver dans son intérêt des formes simples, promptes et économiques, pour parvenir au recouvrement des sommes qui lui sont dues, tandis que les citoyens n'ont dans leurs rapports entre eux que des moyens lents, compliqués et dispendieux pour arriver au même résultat.

Puisque les améliorations que nous sollicitons ont des analogies aussi frappantes dans la législation actuelle, on ne conçoit pas comment le gouvernement pourrait se refuser à les adopter ; il est facile de comprendre quel développement immense elles donneraient au crédit des industriels et même à celui des non-commerçants.

Chaque citoyen ayant des moyens faciles de réaliser les sommes qui lui seraient dues, et de faire résoudre les difficultés qui s'opposeraient à ses recouvrements, il règnerait une plus grande confiance dans les transactions, et les diverses obligations qu'elles contiendraient seraient exécutées avec plus de régularité ; toutes circonstances essentiellement constitutives de la puissance du crédit.

En adoptant les réformes que nous indiquons, on trouverait ainsi le moyen de satisfaire à un besoin du pays, au sujet de l'organisation actuelle de la magistrature.

Nous ne pensons pas qu'il existe aucun motif constitutionnel qui puisse faire obstacle à l'adoption des améliorations que nous indiquons, car nous ne croyons pas que la nation ait pu valablement s'interdire d'avoir une justice simple, prompte et économique, le jour où il serait démontré qu'une pareille justice peut exister en France.

Dans une prochaine lettre, nous essaierons d'indiquer comment le crédit pourra encore recevoir une nouvelle extension, par l'application de quelques principes nouveaux sur l'exécution des titres authentiques, sur la contrainte par corps et les faillites.



SIXIÈME LETTRE *.

EXÉCUTION DES TITRES AUTHENTIQUES. — CONTRAINTE PAR CORPS. — FAILLITES.

Dans nos deux précédentes lettres, nous avons commencé à faire connaître les améliorations qui nous paraissent devoir être introduites dans notre législation, pour que l'industrie et la propriété jouissent à l'avenir d'une égale protection.

On a pu voir qu'il ne s'agit pas de porter atteinte à des droits acquis, mais simplement de faire obstacle à ce que la classe la plus nombreuse de la société continue d'être exploitée par une minorité privilégiée.

Comme il a été démontré que les commerçants sont tenus de remplir leurs engagements par des voies extrêmement rigoureuses, tandis que les non-commerçants peuvent se soustraire à ceux qu'ils ont contractés, il est évident que la classe des commerçants doit finir par être dépouillée de toutes ses richesses par les non-commerçants.

Car sur deux personnes, dont l'une est tenue de remplir ses engagements, et dont l'autre peut s'y soustraire, il est clair qu'après quelques relations d'intérêts, la première doit en définitive être victime de la seconde.

Dans le commerce de la vie, les chances de perte doivent être aussi égales que possible pour tous les citoyens, quelle que soit leur position sociale; mais si des lois sont faites en faveur d'un petit nombre d'individus, les autres doivent nécessairement souffrir de cette préférence.

Toutes choses égales, les hommes, qui n'ont que leur travail pour

* Extrait du *Globe* du 5 mars 1851.

arriver aux richesses rencontrent assez de résistances pour sortir de la situation où le hasard de la naissance les a placés ; il n'est pas nécessaire d'ajouter à ces résistances une législation qui donne à quelques uns les moyens de ne pas payer aux autres le fruit de leurs travaux.

Les lois étant toutes faites en faveur des propriétaires et des capitalistes contre les industriels, il doit arriver un temps où les premiers se trouveront en possession de toutes les propriétés.

Pour opérer un changement radical dans un pareil état de choses, nous avons, dans notre dernière lettre, exprimé le vœu qu'une demande formée en justice par un commerçant contre un non-commerçant fût jugée dans des formes aussi simples, aussi promptes et aussi économiques que l'est maintenant une demande introduite par un non-commerçant contre un commerçant.

Dans cette lettre, nous essaierons de démontrer par quels moyens tous les citoyens ; sans distinction, devront être contraints à l'exécution de leurs obligations.

Les améliorations que nous proposons pour arriver à ce but ont cet avantage, qu'elles ne sont que l'extension d'un cas à un autre d'une législation déjà existante.

En procédant ainsi, nous ne craignons pas que l'on taxe nos réformes du grand nom d'*utopie*, puisque nous ne voulons réaliser que des principes qui sont déjà en vigueur, et sous lesquels vivent un grand nombre de citoyens.

Car il y a en France presque autant d'individus soumis au droit commercial qu'il y en a qui jouissent des privilèges du droit civil.

Il est facile de faire désirer l'application du droit commercial à tous les cas, en rappelant les injustices qui résultent de la différence du droit civil avec le droit commercial, précisément en ce qui concerne le mode d'exécution des engagements souscrits par les citoyens soumis à ces deux espèces de droits.

Si un commerçant vient à cesser ses paiements,

Il est aussitôt constitué en état de faillite, détenu dans une maison d'arrêt, et privé de ses droits politiques.

Par le dépôt de son bilan, il rend compte des capitaux qui lui ont été confiés.

S'il y a des présomptions de sa bonne foi, il est mis en liberté ; sinon il est poursuivi comme banqueroutier simple ou frauduleux, et condamné à des peines correctionnelles ou criminelles.

Jamais son actif ne devient la proie du créancier le plus rigoureux et le plus actif.

Du moment où il y a faillite, c'est dans l'intérêt de tous ses créanciers que son actif est réalisé.

Si, au contraire, un non-commerçant vient à cesser ses paiements,

Il conserve sa liberté, il n'est pas privé de ses droits politiques, il n'est pas tenu de rendre compte des capitaux qui lui ont été confiés : il peut avouer qu'il a dissimulé tout son actif sous des noms supposés ; aucune peine ne peut lui être infligée.

Il a dissipé toutes les productions que les industriels lui ont livrées de confiance ; et ceux-ci n'ont aucun moyen de le contraindre à représenter un actif qui est le plus souvent le résultat du fruit de leurs travaux.

S'il possède encore quelques propriétés mobilières ou immobilières, ces propriétés sont vendues judiciairement, à la requête d'un créancier qui peut s'en attribuer seul tout le produit, sans appeler les autres créanciers qui ignorent cette circonstance.

Car, en cas de cessation de paiements, le non-commerçant n'étant pas tenu de faire connaître la liste de ses créanciers ; son actif apparent est toujours partagé entre ses créanciers les plus rigoureux, en l'absence des créanciers les plus confiants, qui ignorent presque toujours les poursuites dirigées contre leur débiteur ; et ces créanciers confiants sont souvent des commerçants, auxquels il est dû le prix de diverses productions de leur industrie.

Il nous semble qu'il y a un moyen bien simple de faire cesser tant d'injustices : c'est de déclarer les règles du droit commercial sur l'exécution des titres communes aux commerçants et aux non-commerçants.

Et en cela nous ne craignons pas de nous exposer à soulever les antipathies des hommes du droit civil.

Car la contrainte par corps qui pèse sur les commerçants n'est

pour ainsi dire qu'une menace qui ne se réalise que très rarement contre eux.

Elle n'est destinée à frapper sévèrement que ceux qui ne peuvent pas justifier de l'emploi des capitaux qui leur ont été confiés, et, sous ce rapport, elle est juste; elle n'est qu'un mandat d'amener contre le débiteur, pour le forcer à rendre compte des valeurs qui lui ont été confiées.

Du moment où il a rendu ce compte, en déposant son bilan, il est libre, s'il est présumé de bonne foi; si au contraire des présomptions de fraude planent sur lui, il est retenu comme sous la prévention d'un délit ou d'un crime, et il n'est privé définitivement de sa liberté que lorsque sa culpabilité a été reconnue.

Sous ce point de vue la contrainte par corps n'est point une torture.

En rendant les principes que nous venons d'indiquer communs à tous les citoyens, les hommes du droit civil cesseront eux-mêmes de subir une grande injustice.

Jusqu'ici on a vu que les non-commerçants qui avaient souscrit des lettres de change étaient placés dans cette alternative, ou de faire une cession de biens, que l'opinion publique flétrit, ou de demeurer en prison pendant cinq ans, et quelquefois pendant toute leur vie.

Quelle que soit la bonne foi d'un débiteur non-commerçant qui s'est soumis à la contrainte par corps, ses créanciers sont en droit de lui faire subir cette longue torture, pour éprouver si la privation de sa liberté ne le déterminera pas à découvrir des trésors qu'ils supposent que ce malheureux tient cachés; comme si la liberté n'était pas préférable à toutes les richesses!

Ou bien ces créanciers espèrent que les amis ou les parents de leur débiteur, touchés de son malheur, s'imposeront des sacrifices pour venir à son secours.

Dans un pays civilisé, les élans généreux de l'amitié ne doivent point être ainsi mis à contribution par la cupidité ou la vengeance d'un créancier.

Si un débiteur est de bonne foi, ce n'est point aux dépens de la générosité d'un ami qu'il doit conquérir sa liberté, mais au nom de la justice.

S'il est coupable, ce n'est point à prix d'argent qu'il doit se soustraire à la vindicte de la loi; les efforts de ses amis doivent être vains pour empêcher que justice soit faite contre lui.

En conférant ainsi aux non-commerçants le droit de participer aux moyens de se soustraire à la contrainte par corps, lorsqu'ils sont de bonne foi, nous faisons assez connaître que c'est sincèrement que nous désirons une égalité de protection pour les commerçants et les non-commerçants.

Carsi, d'un côté, nous appelons la sévérité de la juridiction commerciale pour l'exécution des obligations ordinaires contractées par des hommes du droit civil, d'un autre côté nous exprimons le désir que ces derniers ne soient pas traités plus rigoureusement que des commerçants, lorsqu'ils se sont soumis volontairement à la contrainte par corps.

En y réfléchissant attentivement, les hommes du droit civil ne tarderont pas à reconnaître que ce que nous proposons est autant dans leur intérêt que dans celui de la classe des industriels.

Ce serait sans doute beaucoup que d'obtenir que la législation actuelle sur l'exécution des obligations des commerçants fût applicable aux non-commerçants.

Mais il nous semble que l'on pourrait, tout en adoptant ce principe, améliorer sur quelques points cette partie de la législation commerciale.

Voici les dispositions que nous croyons devoir être adoptées :

En cas d'inexécution d'une obligation quelconque, après les délais de faveur dont nous avons parlé dans notre dernière lettre (1), tout créancier aurait le droit de faire déclarer son débiteur en faillite.

Le débiteur failli serait immédiatement déposé dans une maison d'arrêt, et tenu de dresser son bilan, dans lequel il rendrait compte des capitaux qui lui auraient été confiés.

Faute par lui de rendre ce compte, il serait détenu pendant un temps déterminé.

(1) Voyez pag. 35.

Dans tous les cas, il serait procédé à une instruction, pour constater les motifs de sa cessation de paiement.

Si la bonne foi du débiteur était établie, il serait à l'instant mis en liberté, à moins qu'il n'eût refusé de fournir son bilan.

Si au contraire l'instruction démontrait que le débiteur a agi frauduleusement, il serait traduit devant les tribunaux comme banqueroutier simple ou frauduleux.

Outre le cas de banqueroute fraudulente, prévu par le code, on considérerait comme tel l'emploi fait, par le débiteur, de capitaux à une destination autre que celle pour laquelle ils lui auraient été confiés.

Le débiteur reconnu excusable ne perdrait aucun de ses droits civils et politiques; il serait complètement libéré de toutes ses obligations, en faisant l'abandon de son actif à ses créanciers.

Du jour de la déclaration de faillite, les créanciers pourraient disposer de l'actif du failli, comme ils le jugeraient convenable, sans le concours de ce dernier, à moins que son actif ne fût supérieur à son passif.

Le juge de paix du canton du domicile du failli présiderait toutes les assemblées des créanciers, il assurerait l'exécution de toutes les conventions qui pourraient intervenir entre les créanciers, à la majorité des voix, ou entre les créanciers et le failli.

Il recevrait les enchères des ventes de biens immeubles que les créanciers jugeraient convenable de vendre par cette voie.

On ne s'adresserait aux tribunaux qu'en cas de contestation entre les ayant-droit.

Le juge de paix procéderait à toutes répartitions de deniers entre les créanciers reconnus par l'assemblée des créanciers ou par justice.

Au moyen de ces dispositions, les créanciers d'un débiteur, non déclaré en état de faillite, ne pourraient jamais provoquer aucune vente forcée de ses biens meubles et immeubles, ils ne pourraient former aucune opposition entre les mains d'aucun de ses débiteurs.

Aucun créancier ne pourrait s'attribuer tout ou partie de l'actif du débiteur, sans le concours de tous les autres créanciers.

Pour faire obstacle à des suppositions de dettes passives et à des détournements de valeurs actives, toute personne apposant sa signature sur des effets à ordre serait tenue, sous peine d'amende, de dresser chaque année l'inventaire prescrit par l'art. 9 du Code du commerce et d'en déposer un double au tribunal du lieu de son domicile.

L'inventaire déposé au greffe serait communiqué à tout requérant.

En cas de faillite, si les inventaires annuels étaient reconnus frauduleux, le failli serait considéré comme banqueroutier frauduleux et puni comme tel.

Quelques explications suffisent pour motiver ces dispositions.

Dans le cas d'inexécution d'une obligation, il ne peut être admis qu'un créancier puisse, par des poursuites plus ou moins actives, s'attribuer tout ou partie de l'actif du débiteur, au préjudice des autres créanciers.

S'il y a non-paiement, c'est qu'il y a déficit, ou au moins encombrement; dans cette position, un créancier ne peut justement s'attribuer ce que le débiteur possède de plus réalisable, en l'absence des autres créanciers.

Le créancier non payé conservant plus d'espoir d'être payé intégralement en accordant des facilités à son débiteur, qu'en le faisant déclarer en faillite, il est évident qu'il n'usera de ce droit qu'à la dernière extrémité, et lorsqu'il n'aura plus d'autre moyen d'obtenir son paiement.

Il est inutile de donner à un créancier le droit de procéder à la vente forcée des biens du débiteur, car cette vente serait à elle seule une démonstration de l'état de faillite; et dans cet état, il ne doit être fait aucune disposition des biens du débiteur, sans le consentement de la majorité des créanciers, auxquels il peut convenir de conserver ces biens pour les exploiter dans l'intérêt de tous.

Par exemple, si un failli possède un établissement industriel où se trouvent des métiers et des machines d'un grand prix, un seul créancier ne peut être libre de faire vendre ces objets aux enchères, au prix de leur matière première.

Le refus de rendre compte des capitaux qui lui ont été confiés constitue, de la part du débiteur, une faute qui motive suffisamment sa détention pendant un temps plus ou moins long.

Alors, ce n'est plus pour le forcer à représenter des capitaux qu'il n'a pas, qu'on le prive de sa liberté, c'est parcequ'il ne remplit pas une obligation qu'il est absolument libre d'accomplir.

Pour que toutes les faillites ne soient pas un déshonneur, il faut que toutes les faillites soient l'objet d'une instruction sévère.

Ce n'est que parceque la justice ne prend pas le soin de distinguer les faillites des banqueroutes, que l'opinion publique confond la faillite et la banqueroute dans la même réprobation.

Mais le jour où la bonne foi aura des moyens de se faire reconnaître, le débiteur malheureux sera plaint et non pas méprisé.

Autant la justice doit se montrer bienveillante pour ce dernier, autant elle doit être sévère à l'égard d'un débiteur qui aura abusé de la confiance qui lui aura été accordée. C'est le seul moyen de rétablir la confiance dans les transactions entre tous les citoyens.

Le débiteur malheureux n'ayant commis aucune faute, il est souverainement injuste de le priver de ses droits civils ou politiques.

Du moment où sa bonne foi est démontrée, on ne peut lui infliger aucune peine.

C'est avec douleur qu'on a vu, dans la session de 1830, d'honorables députés obligés d'abandonner le mandat qui leur avait été confié par leurs concitoyens, parceque des malheurs inattendus les avaient frappés.

Des malheurs réels ne font pas qu'un homme capable de rendre des services à son pays soit réputé non capable après ces malheurs.

Le débiteur qui a employé les capitaux qui lui ont été confiés à la destination qu'il avait désignée à ses créanciers ne peut être considéré que comme le gérant d'une société en commandite qui n'a pas réussi.

En rendant un compte fidèle des capitaux dont il a eu la gestion, le gérant doit être déchargé de toute action pour l'avenir.

En agissant autrement, on fait qu'un homme voit tout son avenir paralysé par une première entreprise malheureuse.

Du moment où l'on considère l'actif d'une faillite comme le capital d'une société dont les créanciers sont les commanditaires, on arrive à une solution extrêmement facile de toutes les difficultés qui entravent maintenant la liquidation des faillites.

Les créanciers étant considérés comme propriétaires de l'actif du failli, on peut sans inconvénient leur en laisser la libre disposition.

La réalisation et la répartition de l'actif peut alors s'opérer avec la plus grande rapidité, tandis que maintenant des formes longues et compliquées s'opposent à ce résultat.

En partant de ces principes, on conçoit facilement qu'on ne peut maintenant la défense qui est faite par notre code de commerce, aux créanciers et au failli, de conclure aucune espèce de transaction entre eux, avant l'accomplissement de certaines formalités, et sans l'intervention de la justice.

La justice ne doit intervenir que lorsqu'il y a des contestations entre les créanciers et le failli; car, entre les créanciers reconnus, les résolutions étant prises à la majorité des voix, tout doit se terminer à l'amiable.

Il est bien facile de comprendre combien la matière serait alors simplifiée.

Plus de saisies de meubles, plus d'expropriations immobilières, plus de contributions ni d'ordres, plus de saisies-arrêts, plus de ces innombrables procédures, qui sont la conséquence de ces divers modes d'exécution du débiteur.

Le défaut d'exécution d'une obligation se résout, contre tout citoyen, quelle que soit sa position sociale, par une déclaration de faillite, dont l'effet est de mettre tous ses biens à la disposition de ses créanciers, qui se les partagent librement entre eux, sans formes judiciaires, sans lenteurs, sans frais.

Alors les commerçants, ayant des moyens prompts et efficaces de se faire payer du prix de leurs produits livrés aux consommateurs, ne seront plus exposés, comme maintenant, à voir les hommes du droit civil s'approprier impunément les fruits de leurs travaux. Ils pourront se faire payer aussi promptement qu'on les fait maintenant payer eux-mêmes.

Etant exposés à moins de chances de perte, ils subiront moins souvent les désastres des faillites. Les capitalistes auront dès lors plus de confiance en eux.

De leur côté, les non-commerçants jouiront d'un plus grand crédit que par le passé, précisément à raison des moyens que l'on aura d'obtenir justice de l'abus qu'ils pourront faire de ce crédit.

L'industrie prospérant, les capitalistes y trouveront également leur avantage, en ce qu'ils pourront faire valoir leurs capitaux avec plus de sécurité.

Il régnera une grande confiance dans les transactions, par suite de l'obligation qui sera imposée à toutes les personnes qui apposeront leur signature sur des effets à ordre de déposer chaque année leur inventaire au greffe du tribunal.

Ces inventaires seront presque toujours sincères ; car ceux qui les dresseront seront placés dans cette alternative : d'une part ils désireront présenter des inventaires favorables à leur gestion, pour avoir le plus grand crédit possible auprès des banques et des capitalistes, auxquels ils feront connaître leur position ; et d'autre part, ils craindront d'avancer des faits mensongers pour ne pas s'exposer à être constitués en banqueroute, dans le cas où ils éprouveraient des malheurs.

Les banquiers et les capitalistes pourront donc apprécier assez justement la situation des personnes auxquelles ils accorderont du crédit.

Enfin, ces inventaires faciliteront singulièrement l'instruction des faillites.

On nous a assuré que M. Laffitte avait plusieurs fois exprimé l'opinion que le dépôt des inventaires annuels des commerçants dans un lieu public serait une mesure très favorable aux transactions industrielles.

L'on voit que ces réformes, loin de tendre à dépouiller ceux qui possèdent, ont plutôt pour objet d'améliorer le sort de tous, en rétablissant la confiance, et, par suite, en secondant la prospérité de l'industrie.

Nous croyons ces réformes plus urgentes que de simples concessions de droits politiques.